

dien, c'est-à-dire le contrat le moins considérable que nous ayons conclu à l'égard du bacon depuis dix ans. Cela révèle une situation tellement grave que le ministre de l'Agriculture (M. Gardiner) a jugé bon, lors de la dernière conférence agricole fédérale-provinciale, de déclarer que le gouvernement canadien ne pouvait plus assurer aux cultivateurs un débouché en Grande-Bretagne pour tous les porcs qu'ils peuvent produire.

Le très hon. M. Gardiner: Ils ont vendu tout ceux qu'ils ont produits.

M. Stephenson: Si le ministre veut prononcer un discours, qu'il attende son tour.

M. Grant: Laissez-le tranquille ou bien cédez-lui la parole.

M. Stephenson: Je sais qu'il voudrait bien être laissé tranquille. En outre, notre contrat de cette année pour 46 millions de douzaines d'œufs accuse une diminution de 62 p. 100 par rapport à l'an dernier. On prétend que la pénurie de dollars au Royaume-Uni cause cette situation. Tout en reconnaissant que c'est là un facteur important, je n'en affirme pas moins que l'indifférence du Gouvernement à l'égard des marchés d'exportation nous a fait perdre ces débouchés. Va-t-il continuer de rester inactif et d'attendre qu'on vienne frapper à notre porte?

M. Cruickshank: Prenons d'assaut ces débouchés!

M. Stephenson: Je crains d'avoir oublié d'inclure l'honorable député de Fraser-Valley (M. Cruickshank) dans la liste de ceux que je dois féliciter. Ses interruptions sont toujours opportunes et portent la marque de l'homme d'État. Je suis sûr que ses électeurs les lisent avec grand intérêt.

Bien des gens croyaient que nous étions exposés à perdre ces marchés parce que d'autres pays pouvaient vendre à meilleur prix que nous à la Grande-Bretagne. Je tiens à dissiper cette impression. Dans le dernier numéro de *Foreign Trade*, qu'on nous a distribué il y a quelques jours, je note ceci:

A l'exception du lait concentré, la valeur moyenne, déclarée à la douane, des principales denrées alimentaires provenant du Canada était moins élevée que celle de produits analogues importés d'autres pays par le Royaume-Uni. Comme l'indique le tableau ci-dessous, le prix moyen du blé canadien, en 1948, s'est établi à une livre sterling le cent livres, comparativement à £1.5 pour le blé des autres pays. Le prix moyen du bacon canadien a été de £10 les cent livres comparativement à £11.4 pour le bacon des autres pays.

Suit une longue liste de denrées et, dans chaque cas, les prix payés aux autres pays sont plus élevés que ceux payés ici au Canada. On a donc peine à s'expliquer pour-

quoi nous n'avons pas pu conserver ces débouchés. Il serait intéressant de consigner ce tableau au compte rendu afin que tous puissent en prendre connaissance. Je demande donc à le déposer.

Des voix: Accordé.

M. Stephenson: Le ministre nous a aussi dit que les cultivateurs canadiens se trouvaient dans une situation plus avantageuse grâce aux accords à longue portée. Eh bien, combien en avons-nous actuellement, en comparaison de ceux auxquels les cultivateurs s'attendaient? Le ministre présente maintenant à la Chambre la loi sur les produits agricoles appelée à lui assurer un quasi-monopole sur tous les produits agricoles au Canada.

Le très hon. M. Gardiner: C'est de ce projet de loi que vous devriez parler.

M. Stephenson: En lisant le texte de la loi, je vois qu'un cultivateur qui enfreint quelque disposition est passible d'une amende de \$5,000 ou d'un emprisonnement de six mois ou des deux peines à la fois. Le ministre est-il toujours d'avis que c'est une bonne loi?

Le très hon. M. Gardiner: Quelle loi?

M. Stephenson: Le ministre ne va certainement pas me répondre comme d'autres qu'il ne m'entend pas. Croyez-vous toujours que c'est une bonne loi à l'égard des cultivateurs?

Le très hon. M. Gardiner: Quelle loi?

M. Stephenson: La loi sur les produits agricoles, inscrite au *Feuilleton*.

Le très hon. M. Gardiner: Oui, c'est une bonne loi.

M. Stephenson: S'il en est ainsi, comment concilier cette affirmation avec les paroles que vous auriez prononcées le 10 octobre, à la réunion de l'Association des producteurs de lait concentré d'Ontario? Voici comment on rapporte vos paroles:

M. Gardiner a dit que les consommateurs ne comprennent pas à leur juste valeur les sacrifices que les cultivateurs ont consentis en temps de guerre... et que les cultivateurs n'ont pu faire comprendre aux consommateurs quels sacrifices la classe agricole a accomplis en raison de la régie des prix par l'État, au cours de la seconde guerre mondiale.

Le très hon. M. Gardiner: Voilà pourquoi la loi en question s'impose. Si les consommateurs le comprennent, nous n'en aurions pas besoin.

M. Stephenson: Le ministre dit que les cultivateurs ont souffert de la régie des prix. Or voici qu'il entend présenter une loi qui lui permettra de tout régir. Les cultivateurs du comté de Durham n'ont guère prisé le